

Après les tests PCR, le principe du confinement condamné par la justice



Un tribunal allemand déclare le confinement régional INCONSTITUTIONNEL, décision politiquement majeure.

Weimar sera-t-elle à nouveau le lieu de révolutions juridiques comme au temps où fut élaborée, après la première guerre mondiale, la constitution mettant fin à l'empire. En tous cas le jugement qui déclare inconstitutionnel le confinement fait grand bruit en Allemagne et donne lieu à plusieurs articles. Espérons qu'il réveillera aussi les consciences françaises, leur donnant le courage d'attaquer en justice ces mesures liberticides et injustifiées inspirées par l'OMS qui guide nos gouvernements et leur promet des aides financières via le FMI comme le président de Biélorussie l'a clairement exposé.

Union Européenne – TESTS PCR ET AFFAIRE COVID : UN SCANDALE INTERNATIONAL



L'UE impose des « tests négatifs » aux frontières alors que le test PCR est condamné en justice comme invalide dans plusieurs pays ! Déconnexion totale des décisions politiques de la réalité sanitaire et juridique.

La vaccination de masse anti Covid-19 prépare-t-elle une catastrophe sanitaire mondiale ?

Les communiqués de victoire des fabricants de vaccin à ARN messager proclamant 95% d'efficacité a été très efficace sur leurs cours de bourse, mais a mal caché l'absence de données sur la mortalité et en particulier sur

la seule cible éventuelle des vaccins : les personnes très âgées avec comorbidités multiples.

En l'absence de données probantes publiées, les campagnes massives de vaccination en Israël et en Grande-Bretagne constituent des essais thérapeutiques phase 3 sur des populations mal informées. Leurs résultats constatés du premier mois font craindre qu'elles se transforment bientôt en catastrophe/scandale sanitaire.

Tests PCR condamnés en justice, mais toujours imposés à répétition aux hospitalisés et aux soignants !



Depuis plusieurs mois, la politique dite sanitaire des pays qui suivent les consignes de l'OMS, prend comme prétexte le taux des contaminations basées sur les tests PCR, pour justifier des mesures antidémocratiques inefficaces, quel que soit l'état épidémique réel de leur propre pays.

À partir de mai-juin 2020, les vrais malades Covid (ceux qui consultent leurs médecins de ville, vont aux urgences et sont hospitalisés pour traitement) se sont raréfiés. Pour continuer à imposer les mesures liberticides du projet Schwab (forum de Davos), nos dirigeants ont remplacé le décompte des malades par de faux malades, « les cas » simples porteurs d'un test PCR positif, même asymptomatiques (quand ce ne fut pas par le décompte des consultations de SOS Médecins ou aux urgences pour crainte de covid !).

Les auditions d'une centaine de scientifiques, médecins, économistes, avocats et personnes invitées par le Comité coronavirus de Berlin depuis le 10 juillet 2020 organisé par Maître Reiner Fuellmich ont montré que le scandale Corona n'a jamais porté sur la santé.

Terrorisme d'État, crime contre l'humanité ?



Une avocate française dénonce les mesures sanitaires et la manipulation autour du Covid-19 sur breizh-info.com. Après la plainte allemande initiée par Reiner Fuellmich en vue d'un Nuremberg 2[1], et la jurisprudence portugaise condamnant l'utilisation du test PCR comme moyen insuffisant de diagnostic, d'autres juristes s'intéressent au sujet. Nous citerons comme exemple, une interview de l'avocate Virginie de Araujo-Recchia sur Breizh-info (reprise par dreuz info) relatant son point de vue particulièrement sévère de la situation de notre pays, depuis presque un an.

Le 3e confinement n'aura pas lieu si la supercherie des tests PCR est dénoncée



Le gouvernement et l'ensemble des médias aux ordres nous affirment que Noël est dangereux et accusent déjà les Français d'être responsables d'un prochain confinement.

Mais en réalité, la décision des prochains confinements n'a rien à voir avec l'évolution de l'épidémie : le président applique strictement les recommandations de Ferguson dont la prophétie prévoyait 6 vagues successives de maladie et prescrivait 6 confinements pour que les populations exténuées acceptent de se faire vacciner.

Christian Drosten : l'heure des comptes ?



Le « Monsieur Corona » allemand, le virologue Christian Drosten, va devoir répondre devant la justice des prémisses faussés de la gestion de crise. Il est poursuivi par l'avocat Reiner Fuellmich.

Une nouvelle fois, il faut parler des tests PCR que les dirigeants, mais aussi les préfets, les patrons, les directeurs d'école continuent à imposer comme s'ils signifiaient quelque chose. Les pires sont les citoyens lambda qui courent se faire tester pour se « rassurer ». De quoi ont-ils peur ? Les virus sont des milliards autour de nous et manifestement ce coronavirus n'est pas pire que les autres (mortalité globale comparable aux années précédentes et mortalité spécifique inférieure à celle de la grippe asiatique).

Il faut vraiment ouvrir les yeux et rappeler tous les mensonges qui nous ont conduit à la situation catastrophique actuelle. La responsabilité des décideurs et de certains de leurs conseillers est engagée et les problèmes actuels de C.Drosten leur ouvriront peut-être les yeux.

La législation européenne pourrait-elle permettre de briser le confinement attribué au coronavirus ?



Pour l'avocat Rolf Karpenstein : le confinement viole le droit européen. Formidable espoir que cette affirmation de l'avocat allemand dont nous allons résumer ici l'interview qu'il a donné à un journal allemand.

Il est de plus en plus évident que le scénario tragique de la supercherie Covid19 n'est qu'un leurre pour transformer la crise monétaire héritée de 2008 en coup de bourse gagnant pour les multinationales. Il est clair que ça marche bien pour l'instant, puisqu'en cette année si difficile pour les peuples, les milliardaires auraient augmenté très largement leurs revenus... Les restrictions seraient donc utilisées par les grandes entreprises et les politiciens pour saper de façon permanente les libertés civiles et transformer en esclaves obéissants et sous-payés les masses salariées et

diminuer les pensions de retraite

Notre expérience de la violation des lois éthiques de Nuremberg

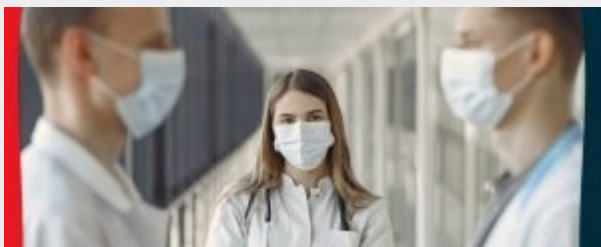


Conséquences désastreuses de la faillite des agences françaises en santé, le consentement éclairé est de plus en plus souvent bafoué.

De nombreux essais thérapeutiques respectent encore le code éthique établi lors des procès de Nuremberg et mis à jour par l'Association Médicale Mondiale (déclaration d'Helsinki) ou l'ONU.

Malheureusement la pratique de beaucoup d'autres (en particulier les essais de nouveaux médicaments sponsorisés par l'industrie dans le but d'obtenir ou d'élargir l'Autorisation de Mise sur le Marché) le bafoue régulièrement et de plus en plus « naturellement » avec l'assentiment des agences sanitaires et d'hommes politiques manipulés ou corrompus sous prétexte d'un « possible progrès pour les malades futurs. » « Corruption ou crédulité » selon le titre d'un ouvrage du Pr Philippe Even sur le sujet.

Nuremberg et ses idéaux oubliés : « la civilisation est la véritable partie plaignante »



Jour après jour, décret après décret, nos droits inscrits dans la Constitution et dans les nombreuses conventions internationales signées depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, sont supprimés. La liberté de circuler est soumise à autorisation depuis plus de 10 mois, le droit de travailler aboli pour de nombreuses professions, l'obligation du port du

masque est imposée depuis six mois, et le droit d'exprimer ses opinions limité chaque jour davantage.

Le pouvoir mondialiste financier représenté chez nous par le président[6], fait appliquer les consignes dictées par l'organisme en cas de pandémie, comme dans la plupart des pays ayant signé l'accord avec l'OMS[7]. Il a suffi de déclarer une pandémie en janvier 2020 après en avoir modifié les critères, pour que la plupart des pays occidentaux obéissent à des directives pseudo-sanitaires liberticides comme le confinement policier, le masque, les faux tests PCR[8] et maintenant une vaccination expérimentale.

L'oubli de l'Histoire qu'ont instauré les pédagogues post-soixante huitards rend utile de rappeler les fondements de l'éthique médicale moderne que nos gouvernants piétinent allègrement.

Le conseil d'État italien approuve enfin le traitement précoce par Hydroxychloroquine !



Mieux vaut tard que jamais, mais combien de morts inutiles ?

Alors que le Conseil de l'Ordre des Médecins français poursuit le Pr Raoult et 5 autres médecins pour utilisation et/ou promotion de « traitement dont l'efficacité n'a pas été reconnue » (chloroquine à faibles doses en phase précoce, entre autres), ce traitement vient d'être reconnu en Italie par sa plus haute juridiction, après l'examen d'un rapport exhaustif du problème par les Professeurs Alessandro Capucci, Luigi Cavanna et Paola Varese du 7 décembre 2020.

Les implications capitales de la jurisprudence portugaise concernant les tests PCR



Les principales conclusions juridiques sont :

Le diagnostic d'une infection doit être posé par un médecin inscrit à l'ordre et seulement par un médecin après examen clinique et examens paracliniques prescrits par lui s'il le juge nécessaire.

La justice n'a pas vocation à poser un diagnostic en lieu et place d'un médecin.

Le test PCR retenu n'est en aucun cas un élément de certitude pour poser le diagnostic à coronavirus 19 et ne doit pas être utilisé à ces fins.

Le diagnostic posé sur un test PCR viole l'article 6 de la Déclaration universelle sur la bioéthique et les droits de l'homme signée par le Portugal et autres pays européens. Elle n'est pas respectée car il n'a pas eu de consentement éclairé des personnes.

Le confinement, tout ce que l'on ne vous a pas dit :
aberration humaine, sanitaire, économique



Des analyses de rupture de tendance permettent de constater que le confinement aveugle et policier à la française n'a été suivi du moindre ralentissement des contaminations dans aucun des pays qui l'a pratiqué et que la baisse des contaminations a été observée bien plus tard (5 semaines) et naturellement de la même manière dans les pays confinés ou pas.

Leipzig : le peuple allemand se lève pour défendre les libertés



Le 7 novembre, le peuple allemand était à nouveau dans la rue. Des milliers de personnes se sont rassemblées au cœur de la ville de Leipzig lors d'un autre événement pour la paix, l'amour et la liberté. Des manifestations ont eu lieu dans toute l'Europe ces dernières semaines, mais ce qui se passe en Allemagne est vraiment unique...